



N° 5.129.



PROCURATION.

remier feuillet,

L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE-CINQ. -----

LE CINQ MARS. -----

Par devant Nous, Maître Jean-Claude STALLAERTS, notaire de résidence à Saint-Josse-ten-Noode, substituant son Confrère, Maître Arthur Dhont, notaire à la même résidence, légalement empêché. ----- : ONT COMPARU :

1°) Madame Gabriella-Maria-Juliana-Josepha van SCHOU-BROECK, sans profession, née à Hérentals, le vingt-sept juillet mil neuf cent quatre, veuve en premières noces, et non remariée, de Monsieur Edmond-Marie-Joseph-Albert-Ghisleen LESSELIERS, demeurant et domiciliée à Tirlemont, rue des Récollets, 39. -----

2°) Madame Françoise-Hélène-Marie-Ghislaine LESSELIERS; sans profession, née à Tirlemont, le quatre février mil neuf cent trente-deux, épouse assistée et autorisée aux fins des présentes, de Monsieur Pierre-Lucien-Hubert-Emile LECLERCQ, docteur en médecine-chirurgien, né à Liège, le dix-huit avril mil neuf cent vingt-six. demeurant à Joncrst. -----

Mariée à Tirlemont, le vingt-sept juin mil neuf cent cinquante-six, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Ernest Heuninckx, notaire à Hougaarden, le vingt-quatre juin mil neuf cent cinquante-six. -----

3°) Madame Cécile-Angèle-Léon-Marie-Ghislaine LESSELIERS sans profession, née à Tirlemont, le quatre avril mil neuf cent trente-quatre, épouse de Monsieur Arthur-Henri-Emile François-Marie-Ghislain DHONT, notaire, domiciliée à Saint-Josse-ten-Noode, place Quetelet, n° 1. -----

Mariée à Tirlemont, le vingt-trois juin mil neuf cent soixante, sous le régime de la séparation de biens pure et simple, aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître Ernest Heuninckx notaire à Hougaarden, le seize juin mil neuf cent soixante. -----

4°) Monsieur Philippe-Jean-Marie-Joseph-Ghislain LESSELIERS, sans profession, né à Tirlemont, le premier juillet mil neuf cent trente-huit. demeurant à Uccle, avenue Paul Stroobants, 64. -----

Célibataire. -----

Lesquels comparants ont déclaré, par les présentes, constituer pour leur mandataire spécial et général : -----

Premier rôle

52
Monsieur Edcuard-Nathalis-Jean-Maria-Ghisleine LESSELIERS,
agent d'affaires, demeurant à Beveren-Waas, rue du Cou-
vent, n° 21.

A qui ils donnent conjointement pouvoir de pour eux et
en leur nom :

I.- Vendre tout ou partie des biens immeubles sui-
vants :

A.- Leur appartenant en indivision pour les avoir re-
cueillis dans la succession de leur époux et père respec-
tif, Monsieur Edmond Lesseliers, décédé à Tirlemont, le
vingt mai mil neuf cent soixante-quatre :

I.- Commune de HAASDONCK .

Une parcelle de terre avec chemin d'exploitation, ca-
dastrée section B numéro 291/L pour une superficie de sei-
ze ares septante centiares.

II.- Commune de KRU(BE)KE.

1°) Une parcelle de terre, cadastrée section B numéros
290 et 291, pour une superficie de soixante-trois ares qua-
rante centiares.

2°) Une parcelle de terre, cadastrée section A numéro
1010 pour une superficie de cinquante-sept ares quarante
centiares.

III.- Commune de BEVEREN-WAAS.

1°) Une parcelle de terre, cadastrée section C n° 821
pour une superficie de soixante-six ares nonante centiares.

2°) Une parcelle de terre, cadastrée section C n° 826
pour une superficie de un hectare douze ares trente centi-
ares.

3°) Une parcelle de terre, cadastrée section C n°s 418
a et 419 de nonante-deux ares cinquante centiares.

4°) Une parcelle de terre, cadastrée section C numéro
514/a, 514/c, 515/c, 516/a pour une contenance de septant
cinq ares soixante centiares.

5°) Une parcelle de terre cadastrée section D n° 107
de cinquante-huit ares six centiares.

IV.- Commune de MELSELE.

Une parcelle de terre cadastrée section D n° 704 de
un hectare cinquante-sept ares quarante centiares.



E 856647

Deux

B.- Leur appartenant ensemble à concurrence d'UN/TIERS INDIVIS en pleine propriété pour l'avoir recueilli dans la même succession. -----

I.- Commune de BURCHT .

1°) Une parcelle de prairie, cadastrée section A numéro 292 pour une superficie de nonante-neuf ares nonante centiares: -----

2°) Une parcelle de prairie, section A numéro 293 pour une superficie de trente ares. -----

3°) Une parcelle de prairie, cadastrée section A n° 563/A pour une superficie de un hectare sept ares vingt centiares. -----

4°) Une parcelle de terre, cadastrée section A numéro 585/a pour une superficie de nonante-quatre ares. -----

5°) Une parcelle de terre, cadastrée section A numéro 586/a pour une superficie de quatre-vingt-cinq ares. -----

6°) Une parcelle de terre, cadastrée section A n° 586 pour une contenance de quatre-vingts ares. -----

7°) Une parcelle de terre, cadastrée section A numéro 590/h pour une superficie de un hectare vingt-trois ares. -----

8°) Une parcelle de terre, cadastrée section A n° 589 a pour une contenance de un hectare dix-neuf ares. -----

II.- Commune de BASEL

Une parcelle de terre, cadastrée section A numéro 269/f/2 pour une contenance de sept ares quatre-vingt-cinq centiares. -----

III.- Commune de MELSELE.

Une parcelle de terre, cadastrée section D numéro 136/ d pour une contenance de un hectare soixante-neuf ares cinquante-sept centiares. -----

Soit de gré à gré, soit par adjudication publique, en la forme amiable ou judiciaire. -----

Moyennant les prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables: -----

Faire dresser tous cahiers des charges, diviser par lots, stipuler toutes conditions et servitudes, faire toutes déclarations notamment relatives à l'occupation et aux baux éventuels. -----

Fixer les époques d'entrée en jouissance et de paiement du prix, recevoir ce dernier en principal, intérêts et accessoires, en donner quittance avec ou sans subrogation: -----

Déléguer tout ou partie des prix de vente aux créanciers inscrits, prendre tous arrangements avec ceux-ci --

Accepter des acquéreurs ou adjudicataires toutes garanties tant mobilières qu'immobilières -----

Deuxième rôle



uxième et dernier
feuillet.

[Handwritten signatures and initials: G.P., C.D., F.L., and a large flourish]

540

Dispenser le Conservateur des hypothèques compétent de prendre inscription d'office pour quelque cause que ce soit, donner mainlevée avec renonciation à tous droits de privilège, d'hypothèque et à l'action résolutoire, consentir à la radiation partielle ou définitive de toutes inscriptions d'office ou autres, le tout avec ou sans paiement et limitations de privilèges et d'hypothèques. -----

A défaut de paiement et, en cas de contestation ou de difficultés, paraître tant en demandant qu'en défendant devant tous juges et tribunaux, exercer toutes poursuites jusqu'à l'exécution de tous jugements ou arrêts, éventuellement la revente sur folle enchère, la vente par voie parée et saisie immobilière, provoquer tous ordres tant amiables que judiciaires, y produire, toucher et recevoir toutes sommes et collocations, en donner quittance. -----

II.- Donner ¹ ou prendre ² à bail ³ tous biens meubles et immeubles et notamment les biens immeubles ci-après décrits résilier tous baux amiablement ou en poursuivre la résiliation, demander toute majoration ou diminution de loyers ou de fermages et en général exercer tous les droits conférés par les lois sur les baux à loyer, à ferme et commerciaux, faire effectuer toutes notifications, significations, sommations, assignations nécessaires et opportunes. -----

Faire et notifier tous états de lieux, contracter et résilier toutes polices d'assurances contre l'incendie et autres risques. -----

Débattre et arrêter tous comptes, en fixer les reliquats, les recevoir ou payer. -----

Représenter les comparants à toutes assemblées générales de propriétaires et notamment aux assemblées générales des propriétaires du Polder de Beveren, du Polder de Melsele, du Polder de Kruibeke et du Polder Oost Sive Schousselbroek.

Défendre les intérêts des comparants en justice, solutionner tous litiges avec les riverains concernant notamment la plantation d'arbres et l'utilisation de chemins d'exploitation. -----

En général, concernant les dits biens immeubles, gérer le tout, concernant ~~notamment~~ les biens ci-après décrits : -----

A.- Leur appartenant en indivision pour les avoir recueillis dans la succession de leur époux et père respectif, Monsieur Edmond Lesseliers : -----

Tous biens généralement quelconques situés sous les communes de Kallo, Verrebroek, Beveren-Waas, Hamme, Sint-Gillis-Waas, Vrasene, Kruibeke, Zwijndrecht, Bornem, Puurs

t administrer,
tant activement
que passivement.
Renvoi approuvé)

Handwritten signatures and initials:
C.D.
P.h.
F.T.
S.S.

et situés notamment
sous les communes de
Burcht, Bazel, Melse-
le et Beveren.

Bazel-Waas, Steendorp, Haasdonck, Melsele et Sint-Niklaas
Waas, plus amplement décrits à l'acte de partage reçu
par Maître Gérard Lesseliers, notaire à Beveren-Waas en
date du dix-neuf novembre mil neuf cent soixante-deux,
sous les numéros un à quatre-vingt-un compris. -----

B.- Tous biens immeubles généralement quelconques
appartenant ensemble aux comparants à concurrence d'UN/
TIERS indivis pour l'avoir recueilli dans la même suc-
cession ./-----

Conclure tous arrangements, transiger et compromettre
Au cas où une ou plusieurs opérations précitées au-
raient été faites par porte fort, ratifier celles-ci. ----
Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes,
registres, pièces, cahiers des charges et procès-verbaux,
élire domicile, substituer et généralement faire tout ce
qui sera nécessaire ou utile, même non explicitement
prévu aux présentes. -----

Le notaire soussigné certifie les nom, prénoms, lieu
et date de naissance des mandants, au vu de pièces offi-
cielles requises par la loi. -----

DONT ACTE. -----
Fait et passé à Saint-Josse-ten-Noode, en l'Etude de
Maître Stallaerts. -----

Date que dessus. -----
Lecture faite, les comparants ont signé avec Nous,
Notaire. -----

Approuvé la rature
de dix mots nuls.

Gabrielle Lesseliers
C. d'hour Philippe en son
nom

Therselien

à régler trois fois
Saint-Josse-ten-Noode
neuf mars 1965
vol. 637 53 Cox 1
Reçu cent francs (100 frs)
Le Receveur.

R. Van der Stricht

Troisième et dernier rôle

- y.h.
C.D. Th
Ph
h

Ph
C.D.
h



Pour expédition conforme,
délivré par Maître Lambert,
successeur de Maître Stallaerts.

J. R. L. B.

Administratie voor Ruimtelijke Ordening
Huisvesting en Monumenten en Landschappen

Bestuur voor Ruimtelijke Ordening
Buitendienst Antwerpen

dossier 151/110

vragen naar Hildegard Verbrugge
toestelnummer 03/224.65.88
enkel maandag en donderdag
tussen 9.00 u - 12.00 u

GEMEENTE ZWIJNDRECHT

29.01.96

(355)

VERKAVELINGSVERGUNNING

DE GEMACHTIGDE AMBTENAAR,

Gelet op de aanvraag ingediend op	29.11.95
door	Gemeentebestuur Zwijndrecht
en ontvangen op	01.12.95
met betrekking tot het verkavelen van een grond te	Zwijndrecht Idsteinlaan - Kloosterstraat
kadastraal bekend	sectie A nr. 289 n, 300 e

Gelet op de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de Ruimtelijke Ordening en van de Stedebouw, inzonderheid op artikel 48, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970;

Gelet op het Koninklijk Besluit tot bepaling van de publiekrechtelijke personen voor wie de bouw- en verkavelingsvergunningen worden afgegeven door de Gemachtigde Ambtenaar, de vorm waarin deze zijn beslissingen neemt, en de behandeling van de vergunningsaanvragen;

(1) Gelet op het Ministerieel Besluit van 6 februari 1971, houdende delegatie van de bevoegdheid van de Minister inzake Ruimtelijke Ordening en Stedebouw en tot aanwijzing van de gemachtigde ambtenaren;

(2) Gelet op het advies van van het College van Burgemeester en Schepenen van ZWIJNDRECHT

(3) Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen van ZWIJNDRECHT geen advies heeft uitgebracht binnen dertig dagen na hiertoe door het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening te zijn aangezocht, nl. op ; dat dit advies derhalve geacht wordt gunstig te zijn;

(1) Overwegende dat er voor het gebiedsdeel waarin de verkaveling begrepen is een bij BGM van 30.06.94 goedgekeurd (1) streekplan, (2) gewestplan, (3) Algemeen Plan van Aanleg, (1) Bijzonder Plan van Aanleg, bestaat (1) waarvan de herziening werd bevolen bij Koninklijk Besluit van

(2) Gelet op de algemene verkavelingsverordening(en);

(2) Gelet op de gemeentelijke verkavelingsverordening;

(2) Gelet op de algemene bouwverordening(en);

(2) Gelet op de gemeentelijke bouwverordening;

(3) Overwegende dat de aanvraag niet in overeenstemming is met:

(1) het bij Koninklijk Besluit van goedgekeurd Algemeen Plan van Aanleg;

(1) het bij Koninklijk Besluit van goedgekeurd Bijzonder Plan van Aanleg;

(1) het bij Koninklijk Besluit van goedgekeurd rooiplan voor de gemeenteweg nr. ;

(1) de bij Koninklijk Besluit van goedgekeurde gemeentelijke verordening;

dat het College van Burgemeester en Schepenen bij besluit van

(1) gunstig

(1) ongunstig

advies heeft uitgebracht betreffende de aanvraag tot afwijking;

(1) Overwegende dat de verkavelingsvergunning omvat:

(1) de aanleg van nieuwe verkeerswegen;

(1) de tracéwijziging, de verbreding of opheffing van bestaande gemeentelijke verkeerswegen;

(1) Overwegende dat de aanvraag werd onderworpen aan het openbaar onderzoek, bepaald bij koninklijk besluit van 6 februari 1971, betreffende de behandeling en de openbaarmaking van de verkavelingsaanvragen;

(1) Gelet op het besluit van 17.11.93 van de gemeenteraad, houdende (3):

de goedkeuring van het tracé

(1) Overwegende dat de aanvraag strijdig is met het bestaan van door 's mensen toedoen gevestigde erfdiensbaarheden en/of van bij overeenkomst vastgestelde verplichtingen met betrekking tot het grondgebruik, dat de aanvraag werd onderworpen aan het openbaar onderzoek, bepaald bij Koninklijk Besluit van 6 februari 1971, betreffende de

behandeling en de openbaarmaking van de verkavelingsaanvragen;

dat er opmerkingen werden ingediend;

(1) dat het College over die opmerkingen heeft beraadslaagd;

- Overwegende dat het voorgelegd verkavelingsdossier volledig is;

- Overwegende dat de verkavelingsaanvraag in overeenstemming is met de voorschriften van het vastgestelde gewestplan;

- Overwegende dat de verkavelingsaanvraag verenigbaar is met de goede plaatselijke ordening;

Overgeregistreerd 22 bladen geen

te Antwerpen, zesde kantoor der registratie

op, 11 MAART 1996

boek 6/20 blad 51 van 9

ontvangen: duizend frank (1000f)

De ontvanger:
L. VANCRAEYENEST

ARTIKEL 1. De verkavelingsvergunning wordt afgegeven

voor	kavel 21, 22 en 38 van bijgaand ontwerp
aan	Gemeentebestuur Zwijndrecht
te	Dorp West 2 Zwijndrecht 2070

die ertoe gehouden is :

De stedenbouwkundige voorschriften gevoegd bij het goedgekeurd BPA nr 11, BGM 30.06.94 toe te passen

(1) ARTIKEL 2. De verkaveling mag in fasen worden uitgevoerd, zoals hierna wordt omschreven (4) :

fase 1

fase 2

ARTIKEL 3. Een afschrift van dit besluit wordt gezonden aan de aanvrager, het College van Burgemeester en Schepenen van ZWIJNDRECHT 2070

Antwerpen, 26 JAN. 1996
DE GEMACHTIGDE AMBTENAAR,
De Directeur,

R. VAN DE SANDE

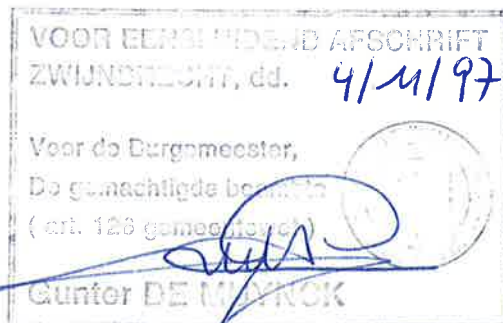
- (1) Schrappen wat niet van toepassing is.
(2) Te schrappen wanneer er geen bestaat.
(3) Alleen de beslissing van de gemeenteraad moet worden vermeld.
(4) Dit artikel moet een duidelijke omschrijving geven van elke fase afzonderlijk en voor elke fase buiten de eerste, het tijdstip aangeven waarop de vijfjarige vervalt termijn ingaat.

WETSBEPALINGEN (Wet van 29 maart 1962, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en 22 december 1970).

ARTIKEL 54 § 4. Een mededeling die te kennen geeft dat de vergunning afgegeven is, moet op het terrein worden aangeplakt door de aanvrager, hetzij wanneer het een werk betreft, vóór de aanvang van het werk en tijdens de gehele duur ervan, hetzij, in de overige gevallen, zodra de voorbereidingsen voor de uitvoering van de handeling of handelingen worden getroffen en tijdens de gehele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die tijd moet de vergunning en het bijbehorende dossier, of een door het gemeentebestuur of de Gemachtigde Ambtenaar gewaarmerkt afschrift van deze stukken, voortdurend ter beschikking van de in artikel 66 aangewezen ambtenaren liggen, op de plaats waar het werk uitgevoerd en de handeling of handelingen verricht worden.

VV. 483

Makro 483



(wet van 29 maart 1962, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en 22 december 1970)

Art. 46. Wanneer voor het gebied waarin het goed gelegen is, een door de Koning goedgekeurd bijzonder plan van aanleg bestaat, wordt een afschrift van de vergunning samen met het dossier gezonden aan de gemachtigde ambtenaar, die nagaat of de vergunning overeenstemt met het bijzonder plan van aanleg, met de algemene verordeningen genomen ter uitvoering van de artikelen 58 en 59 van deze wet, van de wetgeving op de grote wegen en van artikel 10 van de wet van 12 juli 1958 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen, alsmede met de door de Koning krachtens artikel 6 van die wet goedgekeurde perceelplannen.

In geval van niet-overeenstemming schorst de gemachtigde ambtenaar de beslissing van het college en geeft daarvan aan het college en aan de aanvrager kennis binnen vijftien dagen na ontvangst van de vergunning.

De gemachtigde ambtenaar kan eveneens een bouwvergunning schorsen wanneer hij van oordeel is dat de overeenkomstig de bouwvergunning of het bijbehorende dossier geplande werken een goede plaatselijke ordening in gevaar kunnen brengen, zodra de Koning heeft besloten tot de herziening van het bijzonder plan of het opmaken van een bijzonder plan strekkende tot de herziening of de vernietiging van de verkavelingsvergunning.

De gemachtigde ambtenaar kan ook een bouwvergunning schorsen die, hoewel steunende op een bijzonder plan van aanleg of op een verkavelingsvergunning, onverenigbaar is met de voorschriften van een ontwerp van streek- of gewestplan dat bindende kracht heeft gekregen.

Binnen veertig dagen na de kennisgeving wordt de beslissing, zo nodig, door de Koning vernietigd. Heeft vernietiging binnen die termijn niet plaats, dan is de schorsing opgeheven.

Wordt een vergunning geweigerd of vernietigd om de in het vierde en vijfde lid bedoelde redenen, dan vervalt de weigering of de vernietiging; indien het bijzonder plan van aanleg geen bindende kracht heeft verkregen binnen drie jaar na de inwerkingtreding van het in het vierde lid bedoelde koninklijk besluit, waarbij tot de herziening of het opmaken van het plan is besloten;

indien het streek- of gewestplan geen bindende kracht heeft verkregen binnen drie jaar na de inwerkingtreding van het in het vijfde lid bedoelde ministerieel besluit.

Over de oorspronkelijke aanvraag wordt, op verzoek van de aanvrager, een nieuwe beslissing genomen, die bij weigering niet meer op de genoemde redenen gegrond mag zijn.

Art. 54. § 2. Van de met toepassing van artikelen 45 en 46 afgegeven vergunning mag gebruik worden gemaakt, indien binnen twintig dagen te rekenen vanaf de kennisgeving ervan, de gemachtigde ambtenaar geen beslissing tot schorsing van de vergunning ter kennis van de aanvrager heeft gebracht. De vergunning moet deze paragraaf overnemen.

Art. 57. § 1. De artikelen 45, 46, 48, 53, 54 en 55 zijn mede van toepassing op de verkavelingsvergunning. De in artikel 54 bedoelde termijnen worden evenwel verduubeld.

Is de verkaveling langs een rijks- of provincieweg gelegen, dan ontwerpt het college de aanvraag aan het advies van het betrokken bestuur, en gedraagt zich naar dat advies.

Het college kan de vergunningsaanvraag voor advies voorleggen aan de commissie van advies.

Art. 54. § 4. Een mededeling die te kennen geeft dat de vergunning afgegeven is, moet op het terrein worden aangeplakt door de aanvrager, hetzij, wanneer het een werk betreft, vóór de aanvang van het werk en tijdens de gehele duur ervan, hetzij, in de overige gevallen, zodra de voorbereidselen voor de uitvoering van de handeling of handelingen worden getroffen en tijdens de gehele duur van de uitvoering ervan. Gedurende die tijd moet de vergunning en het bijbehorende dossier, of een door het gemeentebestuur of de gemachtigde ambtenaar gewaarmerkt afschrift van deze stukken, voortdurend ter beschikking van de in artikel 66 aangewezen ambtenaren liggen, op de plaats waar het werk uitgevoerd en de handeling of handelingen verricht worden.

Art. 57. § 4. Indien de verkaveling geen aanleg van nieuwe verkeerswegen, noch tracéwijziging, verbreding of opheffing van bestaande gemeentewegen omvat, vervalt de vergunning voor het overige gedeelte, indien binnen vijf jaar na de afgifte ervan, de verkoop of de verhuring voor meer dan negen jaar, de vestiging van een erfpacht- of opstalrecht van ten minste een derde van de kavels niet is geregistreerd. Het bewijs van de verkopen of de verhuringen wordt geleverd door kennisgeving aan het college van de uitreksels uit de akten, die door de notaris of de ontvanger van de registratie gewaarmerkt zijn vóór het verstrijken van voormelde termijn van vijf jaar.

Het college constateert het verval door een proces-verbaal, dat bij een ter post aangetekende zending aan de verkavelaar wordt medegedeeld. Het college zendt naar de gemachtigde ambtenaar een afschrift van het proces-verbaal. Heeft het college twee maanden na afloop van de termijn het verval niet geconstateerd, dan stelt de gemachtigde ambtenaar het verval bij proces-verbaal vast, en deelt dit bij een ter post aangetekende zending aan de verkavelaar en aan het college mede.

Art. 57. § 6. Vóór de vervreemding, verhuring voor meer dan negen jaar of vestiging van een zakelijk recht, met inbegrip van bezwaring met hypotheek, betreffende een kavel begrepen in een verkaveling waardoor een verkavelingsvergunning is verkregen, moet, op verzoek van de eigenaar of eigenaars van de stukken grond, voor een notaris akte van de verdeling van de stukken grond en van de aan de verkaveling verbonden lasten worden verleden. De akte moet de kadastrale omschrijving van de goederen vermelden, de eigenaars identificeren in de vorm bepaald in artikel 12 van de wet van 10 oktober 1913, en hun titel van eigendom aangegeven.

De verkavelingsvergunning en het verkavelingsplan worden als bijlagen bij die akte gevoegd om, samen met de akte en ten verzoeken van de notaris die de akte heeft verleden, binnen twee maanden na het verlijden ervan, te worden overgeschreven op het hypotheekkantoor van het arrondissement waar de goederen zijn gelegen. De overschrijving van het verkavelingsplan mag worden vervangen door de neerlegging op het hypotheekkantoor van een door de notaris gewaarmerkte afdruk van dat plan.

Heeft een eigenaar van een kavel een wijziging van de verkavelingsvergunning verkregen, dan moet evenzo, op zijn verzoek, voor een notaris akte worden verleden van de wijzigingen die werden aangebracht in de verkaveling van de stukken grond of in de lasten van de verkaveling. De akte moet de kadastrale omschrijving van de goederen op het tijdstip van het verlijden vermelden, alle eigenaars van de in de verkaveling begrepen percelen identificeren in de vorm bepaald in artikel 12 van de wet van 10 oktober 1913, en hun titel van eigendom aangeven; zij moet eveneens een nauwkeurige opgave van de overschrijving der verdelingsakte van de stukken grond bevatten. De beslissing tot wijziging van de verkavelingsvergunning en, in voorkomend geval, het nieuwe verdelingsplan worden als bijlage bij die akte gevoegd, om samen met deze akte te worden overgeschreven zoals in het vorige lid is bepaald.

Art. 57. § 7. Reclame met betrekking tot een verkaveling mag niet worden gemaakt dan met vermelding van de gemeente waar de verkaveling gelegen is, alsmede van de datum en het nummer van de vergunning.

Art. 57bis. § 4. De vergunning betreffende dergelijke verkavelingen vervalt indien de vergunninghouder de voorgeschreven werken en lasten binnen vijf jaar na de afgifte van de vergunning niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verschaft.

VANWEGE HET COLLEGE :

De Secretaris,
(get.)

J. J. Thijs

XX
VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT: 13 februari 1996

De Secretaris,

J. Thijs.

De Burgemeester,

(get.)

W. Minnebo.

De Burgemeester,

W. Minnebo.



Tegen deze vergunning kan beroep aangetekend worden bij de Raad van State binnen de zestig dagen na de kennisgeving: het beroep dient ingesteld te worden bij aangetekend schrijven.

(1) Schrappen wat niet van toepassing is. — (2) Wanneer het een bijzonder plan betreft, als bedoeld in artikel 17 van de wet van 29 maart 1962, dient formulier J te worden gebruikt. — (3) Luidens artikel 51 van de wet van 29 maart 1962, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970, mogen afwijkingen enkel worden toegestaan wat de perceelsafmetingen, de afmetingen en de plaatsing van de bouwwerken, alsmede de voorschriften in verband met hun uiterlijk betreft. — (4) Te schrappen wanneer er geen bestaat. — (5) De procedure in verband met de andere wegen (o.m. de buurtwegen) blijft van kracht. — (6) Alleen de beslissing van de gemeenteraad moet worden vermeld. — (7) Dit artikel moet een duidelijke omschrijving omvatten van elke fase afzonderlijk en voor elke fase buiten de eerste, het tijdstip aangeven waarop de vijfjarige vervalttermijn ingaat.

boek

6120

blad

51

van 9

ontvangen :

duizend frank.

De ontvanger :

L. VAN CRAEYENEST

